

## **L'élection présidentielle aux États-Unis consolide la tendance mondiale à la constitution de blocs sociaux réactionnaires. La victoire de Trump favorise la fraction protectionniste du capital, celle qui a le plus souffert des difficultés de valorisation de la période. Un pas de plus dans l'escalade de la guerre commerciale globale.**

Au-delà des grandes lignes de la composition du vote Trump à l'élection présidentielle américaine et des conséquences attendues et néfastes de sa victoire sur une classe ouvrière divisée, ce court texte cherche à clarifier en quoi la victoire politique du candidat démagogue et réactionnaire, qui n'était pas le choix des capitalistes les plus avancés, correspond à celle de secteurs du capital qui ont plus de mal à se valoriser.

Derrière Trump et ses acolytes réactionnaires, c'est aussi la fraction nationaliste et protectionniste des capitalistes qui accède à la tête de l'État fédéral. Cette fraction répond à ses difficultés accrues de valorisation du capital en consolidant par voie électorale un bloc social réactionnaire interclassiste composé par toutes les « victimes » capitalistes, rentières ou prolétariennes, de la crise financière suivie par la crise fiscale des États. Les capitaux individuels américains les plus internationalisés, quant à eux, cherchent déjà à s'adapter au mieux à ce changement de cap.

### **Défaite de Clinton, victoire du nationalisme et du protectionnisme**

Bien qu'Hillary Clinton (232 grands électeurs) ait réuni 2,5 millions de voix de plus que son rival, Donald Trump a remporté les élections avec 306 grands électeurs. La participation au vote n'a pas été aussi forte que prévue ; elle pourrait même être en légère baisse par rapport à 2012. L'élection de Trump n'est pas le raz-de-marée fantasmé par certains qui, la veille encore, croyaient assurée la victoire de Clinton. Comme attendu, les agglomérations urbaines ont voté majoritairement démocrate, y compris dans les États républicains, tandis que les zones périurbaines et rurales ont le plus souvent voté républicain. Plus généralement, les deux candidats ont mobilisé les électors classiques de leurs partis respectifs.

Toutefois, Clinton et sa stratégie des « *identity politics* », n'ont pas fait le plein chez les

secteurs courtisés. Si les femmes dans leur ensemble ont nettement préféré Clinton à Trump (12 points de marge), les femmes « blanches non hispaniques » ont voté pour Trump à 53 %. Les Noirs, qui votent démocrate à 80 %, se sont plus abstenus qu'en 2012. Le vote démocrate est resté majoritaire chez les hispaniques mais en léger recul (66 %). Il n'est plus en progression chez les asiatiques où il est majoritaire depuis 2008.

Au contraire, au jeu des revendications identitaires, les nationalistes réactionnaires se sont une nouvelle fois imposés. Après des primaires, où il avait mobilisé la base électorale des républicains contre la plupart des cadres du parti, Trump a réuni une large majorité des voix des « Blancs non hispaniques » face à Clinton (58 % contre 37 %). La spécificité du vote républicain « blanc » de 2016 est toutefois plus liée à sa recomposition sociale qu'à son ampleur, stable à l'échelle nationale depuis les dernières élections. Les « Blancs » diplômés du supérieur ont moins voté pour Trump (49 %) qu'ils n'avaient voté pour Romney, le candidat républicain en 2012. Au contraire, le vote républicain des « Blancs » sans diplôme supérieur s'est à nouveau renforcé, atteignant 67 %. Rejoignant dans un vote interclassiste la majorité des électeurs aux revenus les plus élevés, de larges secteurs de la classe ouvrière « blanche » ont voté pour Trump.

Le thème idéologique du déclin de la « classe moyenne », en fait composée principalement de travailleurs habitués à un emploi relativement stable et à temps plein, a profité à Trump. Alors que la candidate démocrate, au discours également protectionniste, était perçue comme la candidate des riches et des profiteurs de la crise, la stratégie de Trump de se concentrer sur les États dont les industries sont en difficulté et d'y promettre de protéger l'emploi menacé s'est avérée payante : les États industriels du nord, qui avaient voté Obama en 2008 et 2012, ont basculé du côté républicain sur fond de paupérisation réelle ou redoutée.

## **Concurrence accrue entre travailleurs dans les territoires productifs en difficulté**

Le basculement électoral de plusieurs États clefs est le résultat d'une tendance plus largement visible à l'échelle des *counties* : ceux qui se sont massivement ralliés au repli nationaliste protectionniste sont ceux qui correspondent aux territoires qui ont perdu la bataille de la modernisation du capital. « *Si les États-Unis perdaient les surfaces rouges (gagnées par Trump Ndlr), ils deviendraient soudain plus riches et plus inventifs ; s'ils perdaient les surfaces bleues (gagnées par Clinton Ndlr), ils disparaîtraient purement et simplement* »<sup>1</sup>.

La pénurie d'emplois stables, rémunérés avec des salaires qui ne sont pas au rabais, et la dégradation des conditions de travail y ont accru la concurrence entre travailleurs, entre les salariés locaux sous pression et les immigrés qui tentent d'améliorer leur état. Dans l'automobile, c'est le rajeunissement de la force de travail pour augmenter la productivité qui menace les travailleurs en place. En l'absence de combativité ouvrière forte dans les secteurs d'activité moins outillés pour résister à la compétition capitaliste mondiale, le protectionnisme, la préférence nationale pour les contrats publics et le rapatriement de la production prônés par Trump, ont pu séduire aussi bien les ouvriers que leurs patrons. Ce simple phénomène est la base matérielle de la cristallisation d'un bloc social réactionnaire qui cherche sa formalisation politique. Donald Trump a simplement fourni le cadre initial pour cette formalisation.

## **La rentabilité du capital minée par une productivité essoufflée**

L'enchaînement des crises financière, bancaire et industrielle (2007-2009) a entraîné une crise fiscale prolongée des États déjà fortement endettés. En toile de fond de ces épisodes du cycle du capital, les crises périodiques de valorisation qui, depuis les années 2000 n'ont pu être dépassées que par la dépréciation de la marchandise force de travail. Pour maintenir leurs marges, leurs profits, les entreprises ont donc contenu ou même baissé le prix de marché de l'agent de la valorisation, la force du travail social. La maîtrise de plus en plus serrée des coûts de production dont celui de la masse salariale en premier chef s'est couplée d'une réduction

<sup>1</sup> Jacques Lévy, professeur de géographie à l'École polytechnique fédérale de Lausanne, où il dirige le laboratoire Chôros, *Le Monde* du 17 novembre 2016.

substantielle dans beaucoup de cas de l'endettement grâce à l'argent pas cher injecté en abondance dans le système du crédit par les banques centrales.

Mais les entreprises ont dû renoncer à l'essentiel, à ce qui garantit sur le long terme la valorisation des capitaux engagés à l'époque du capitalisme mûr : l'investissement en nouvelles machines, en nouveaux systèmes productifs capables d'accroître durablement la productivité du travail social. Ainsi, la composition technique du capital a peu changé d'une crise de valorisation à l'autre depuis l'épuisement des effets de la dite « révolution numérique » à partir de 1995.

Ce défaut d'investissement dans les moyens de production est illustré par la déprime qui frappe les marchés des principaux pays producteurs de machines-outils – Japon, Allemagne, Chine, Italie, Corée, États-Unis. Sans nouvelle technologie susceptible d'entraîner un nouveau bond de la productivité, la productivité américaine tend à stagner, en hausse annuelle moyenne d'à peine 1,4 % depuis 13 ans. En comparaison, la généralisation de l'informatisation au cours des années 1990-2000 s'était traduite par une hausse annuelle moyenne de la productivité de 3,2 % entre 1995 et 2003, soit le dernier bond de productivité en date.

## **Les marges ont été maintenues grâce à des baisses de salaire réel. Trump amplifie le phénomène et ajoute un gros bonus fiscal pour les entreprises**

Dans ce contexte de productivité stagnante, s'attaquer aux salaires a permis de préserver les marges du capital depuis la sortie de la dernière grande crise cyclique de valorisation (2007-2009 aux États-Unis). Si les chiffres du chômage aux États-Unis ont baissé de façon quasi continue depuis 2010 pour passer sous la barre des 5 % en 2016 – un niveau jugé sain pour la reproduction du capital –, les salaires ne sont en revanche jamais revenus au niveau précédant la crise.

Les foyers américains auraient perdu en moyenne près de 4 000 dollars de leur revenu annuel entre les présidences Clinton et Obama<sup>2</sup>. La diminution relative du nombre de propriétaires immobiliers, en particulier des primo-accédants, est aussi un indicateur qui témoigne de cette baisse des revenus aux États-Unis. Trump s'inscrit pleinement dans ce cadre. Plus question d'un salaire horaire minimum fédéral évoqué par les

<sup>2</sup> Le revenu médian par foyer est de 54 000 \$ en 2015, contre près de 58 000 \$ en 1999.

démocrates et de l'application à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2016 du doublement de la rémunération des heures supplémentaires décidée par le Département d'État au Travail sortant. Application qui par ailleurs avait déjà été suspendue par un juge américain à la demande de certains États et de groupement patronaux. La priorité est donnée à l'emploi des travailleurs les moins qualifiés, à n'importe quel prix de leur force de travail et à la confrontation ouverte avec les syndicats, qui pourtant partagent sa ligne protectionniste.

À ceci, Trump ajoute la promesse d'une forte réduction des charges fiscales des entreprises qui rendraient les États-Unis aussi attractifs que des pays connus pour leur faible imposition sur les bénéficiaires comme l'Irlande. Le dumping fiscal pour les entreprises devient ainsi l'un des principaux terrains de conflit commercial global entre États capitalistes développés.

Enfin, Trump réserve aussi un beau cadeau fiscal aux strates les plus aisées de la société américaine. Un cadeau qui leur est exclusivement accordé au moyen du plafonnement du taux d'imposition indépendamment de la richesse détenue, et qui vise aussi à resserrer les liens avec les classes possédantes et qui sera payé par l'accroissement du déficit budgétaire fédéral, prévu par les économistes bourgeois, dépassant les 100 % du PIB dans les dix ans. Le manque à gagner fiscal devrait être comblé par une politique monétaire de la Réserve fédérale plus restrictive de nature à renforcer le billet vert comme devise refuge pour les investisseurs du monde entier et consolider sa domination en tant que principale (et de loin) monnaie internationale.

Ce changement de cap de la politique monétaire préconisé par Trump et combattu par l'actuelle présidente de la Fed, Janet Yellen, est l'une des rares discontinuités réelles que Trump compte introduire. Pendant la phase la plus difficile de la crise fiscale, le rôle des banques centrales avait été élargi sensiblement par le rachat massif de dettes publiques et privées couplé avec des taux réels de prêt aux banques proches de zéro. Voilà la discontinuité du programme Trump : le retour à des politiques contra-cycliques traditionnelles, financées massivement par la dette publique, et qui ramène les banques centrales à leur rôle classique de gardiens de la dette publique et des parités monétaires. Trump sonne le glas du « keynésianisme » des banques centrales.

## À qui profite le programme économique de Trump ?

Dans tous les domaines, les déclarations fantasques et contradictoires du candidat Trump n'aident pas à clarifier l'orientation du gouvernement du président Trump. Toutefois, en mettant de côté les annonces les plus fantaisistes, une ligne économique générale se dégage, autour de laquelle le futur gouvernement décidera de manœuvrer : protectionnisme sur le marché mondial, dérégulation et grands travaux au niveau national. L'objectif global étant de desserrer l'étouffement de la concurrence pour les entreprises américaines en difficulté ou confrontées à des duels défavorables sur le marché mondial.

La vision de Trump du développement capitaliste américain est à l'opposé de ce qui a fait le succès du grand capital sur les trente dernières années, d'Apple à Walmart, en passant par Google, Boeing et Amazon : internationalisation accrue de la production et de la chaîne logistique. Certaines de ces grandes entreprises pourraient souffrir d'une taxation des importations chinoises et mexicaines. Mais les capitaux individuels s'adaptent vite. Dans cette optique, Tim Cook, le patron d'Apple, a déjà demandé à Foxconn, son sous-traitant taïwanais, d'étudier la possibilité de construire une nouvelle usine aux États-Unis.

## Protectionnisme et guerres commerciales au menu

Bien que les chiffres lancés durant la campagne semblent rocambolesques, une taxation sur les importations en provenance de la Chine et du Mexique semble encore possible. Ceci impliquerait le déclenchement d'une rude guerre commerciale avec la Chine et la remise en cause des accords de libre-échange nord-américains (ALÉNA, *NAFTA* en anglais), qui concernent le Mexique et le Canada. Ensemble, Mexique, Canada et Chine représentent 39,2 % des importations étasuniennes et 48 % des exportations<sup>3</sup>.

Trump veut aussi se désengager de l'Accord de partenariat trans-pacifique (*Trans-Pacific Partnership*, *TPP*) qui intègre notamment le Japon, l'Australie, le Mexique et le Canada. Ces accords multilatéraux qui couvrent des domaines et des catégories de marchandises très variés, seraient remplacés, dans la doctrine de Trump, par une multitude d'accords bilatéraux rendus plus avantageux en vertu de la position dominante des États-Unis.

<sup>3</sup> Source : <http://atlas.media.mit.edu/en/profile/country/usa/>

Une voie, celle de la diplomatie économique et commerciale bilatérale, qui est déjà empruntée par la Chine et aujourd'hui par le Royaume-Uni en voie de séparation de l'Union européenne. Une voie qui, loin de marquer la fin de la dite mondialisation, rendra encore plus aigüe la guerre commerciale globale. La diplomatie de Trump est complètement calée sur le protectionnisme et la guerre commerciale. Plus question de dépenser un dollar de plus pour la domination géopolitique des États-Unis si celle-ci ne se traduit pas rapidement en gains.

### **La reconnaissance d'un monde multipolaire, le retour aux « paix froides » et au statu quo**

Ni Trump, ni Poutine n'ont fait mystère de leur entente durant la campagne. Pour Trump, il s'agit de désengager les forces militaires américaines et ainsi de laisser la Russie renforcer son influence sur l'Europe de l'Est ainsi qu'au Moyen-Orient. Pour Poutine, l'accent est mis sur la non-ingérence dans les affaires internes du pays. Trump est partisan d'une entente avec Assad pour mettre fin à la guerre en Syrie et d'une réconciliation avec la Turquie d'Erdoğan. Les jours de l'alliance avec les milices kurdes en Syrie sont comptés. La seule priorité de Trump dans la région est l'État Islamique, chaque jour plus proche de sa défaite.

Par ailleurs, les tensions en mer de Chine méridionale vont en s'accroissant. Si la rhétorique antichinoise de Trump est un indicateur, les risques de guerre commerciale sont forts et ceux d'une vraie guerre s'accroissent.

Trump veut faire payer plus cher aux alliés historiques des États-Unis leur protection. Il propose de soumettre les mécanismes de protection de l'OTAN à un accroissement de la participation aux dépenses militaires des différents membres ; de même pour l'Arabie Saoudite. Les signaux pour rassurer l'État israélien ont par contre été nombreux ces dernières semaines avec la promesse du déplacement de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem.

Plus globalement, la politique étrangère de Trump vise le statu quo et l'équilibre de pouvoir à l'échelle mondiale. Une réédition moderne et multipolaire de la bonne vieille période de « paix froide » ponctuée par des guerres d'influence localisées qui a suivi la deuxième boucherie mondiale.

### **Dérégulation intérieure et grands travaux**

En accord avec la majorité des républicains, Trump veut réduire l'importance de l'État fédéral et laisser davantage de pouvoir aux États fédérés (dont les plus avancés, du point de vue du capital, sont gérés par les démocrates). Par ce biais, Trump entend comprimer les budgets fédéraux de l'éducation, de la santé, de la défense et des agences de régulation (financières, environnementale, etc.).

S'il nie maintenant vouloir effacer purement et simplement la réforme du système de protection sociale mise en place par Obama, le président élu veut tout de même en modifier le mode de financement et faire payer davantage les bénéficiaires de la protection sociale « universelle » instituée par le président sortant.

Trump promet aussi d'abroger la loi Dodd-Frank de 2010, qui régule certaines activités financières. Le camp Trump la tient pour responsable de la mollesse de la reprise économique : elle freinerait les prêts bancaires. Les grandes banques se plaignent juste du manque d'emprunteurs de qualité (i.e. solvables). En revanche, les petites banques locales profiteraient grandement de la réduction sensible de leurs fonds de garantie et de la possibilité d'engager les dépôts dans des produits financiers plus risqués mais potentiellement plus rémunérateurs promis par le candidat républicain.

Quant aux grands travaux, Trump ne fait que poursuivre la politique contra-cyclique entreprise par ses prédécesseurs Obama et Bush junior. Son plan de 1 000 milliards de dollars de dépenses pour moderniser en particulier les infrastructures de transport n'est pas beaucoup plus généreux que celui annoncé et réalisé pendant le premier mandat du président sortant et nettement moins ambitieux que celui de Bush junior, engagé, lui, surtout dans les dépenses militaires et de sécurité après les attentats aux tours jumelles. La seule véritable différence réside dans sa volonté de faire financer les grands travaux par le secteur privé au moyen de cadeaux fiscaux pour les entreprises qui adhèreraient à ce plan.

### **Le pragmatisme du capitalisme américain. Le dos rond des capitaux internationalisés et la danse des gagnants**

*« Garant des intérêts de nos clients, c'est notre tâche de maintenir des relations fortes et profondes avec les gouvernements du monde »*

entier, sans tenir compte de leur appartenance politique ».

Le pragmatisme des capitalistes américains est résumé dans cette déclaration de BlackRock, le plus important fonds de gestion du monde (5 000 milliards de dollars d'actifs) dont le patron, Laurence D. Fink, est un proche d'Hillary Clinton. Fink n'a pourtant pas hésité à rejoindre les dirigeants de JPMorgan Chase, General Motors, Walmart et Disney, dans le « *President's Strategic and Policy Forum* », qui a vocation à guider Trump dans ses plans. Les marchés financiers, d'ailleurs, ont bien réagi à l'élection surprise de Trump. Fin 2016, le Dow Jones a atteint un niveau jamais égalé, adossé aux 20 000 points. Les secteurs de l'énergie et de la pharmacie pourraient directement bénéficier de dérégulations liées aux risques environnementaux ou au prix des médicaments.

### **Protectionnisme ou libre-échange ? Ni l'un, ni l'autre. Lutte de classe !**

Nous écrivions, à l'occasion du Brexit<sup>4</sup> : « *L'antimondialisation est "le socialisme moderne des imbéciles" [...] C'est une idéologie qui a réellement pris des proportions importantes au sein de la gauche libérale dans les années 1990. Aujourd'hui, c'est de plus en plus le cheval de bataille de la droite – Trump, Poutine, UKIP, FN... – qui sont ses porte-drapeaux réguliers.* ».

Si on se réfère aux élections américaines et au référendum britannique, le point commun entre les Sanders, Corbyn, Farage et Trump, en passant par Clinton et May, est la défense de la « souveraineté nationale » envers et contre les autres États capitalistes. Un scénario qu'on verra se reproduire souvent dans les années qui viennent avec les Grillo, Salvini et Meloni italiens, les Valls, Mélenchon et Fillon français et tant d'autres ailleurs.

En 1848, dans la situation inverse, alors que le libre-échangisme gagnait des victoires en Europe, Marx écrivait<sup>5</sup> : « *Pour nous résumer : dans l'état actuel de la société, qu'est-ce donc que le libre-échange ? C'est la liberté du capital. Quand vous aurez fait tomber les quelques entraves nationales qui enchaînent encore la*

*marche du capital, vous n'aurez fait qu'en affranchir entièrement l'action. Tant que vous laissez subsister le rapport du travail salarié au capital, l'échange des marchandises entre elles aura beau se faire dans les conditions les plus favorables, il y aura toujours une classe qui exploitera, et une classe qui sera exploitée. On a véritablement de la peine à comprendre la prétention des libre-échangistes, qui s'imaginent que l'emploi plus avantageux du capital fera disparaître l'antagonisme entre les capitalistes industriels et les travailleurs salariés. Tout au contraire, tout ce qui en résultera, c'est que l'opposition de ces deux classes se dessinera plus nettement encore.* »

Et en conclusion :

« *D'ailleurs, le système protectionniste n'est qu'un moyen d'établir chez un peuple la grande industrie, c'est-à-dire de le faire dépendre du marché de l'univers, et du moment qu'on dépend du marché de l'univers on dépend déjà plus ou moins du libre-échange. Outre cela, le système protecteur contribue à développer la libre concurrence dans l'intérieur d'un pays, mais en général, de nos jours, le système protecteur est conservateur, tandis que le système du libre-échange est destructeur. Il dissout les anciennes nationalités et pousse à l'extrême l'antagonisme entre la bourgeoisie et le prolétariat. En un mot, le système de la liberté commerciale hâte la révolution sociale. C'est seulement dans ce sens révolutionnaire, Messieurs, que je vote en faveur du libre-échange.* »

Faut-il donc se ranger du côté des libre-échangistes contre les protectionnistes ? Ce serait ne pas comprendre la leçon magistrale de Karl Marx. Une leçon qui dit simplement que tout ce qui accélère la destruction du système fondé sur l'exploitation est bon et que le prolétariat a tout à gagner de l'antagonisme le plus évident et le moins fardé avec le capital. Le prolétariat est une classe mondiale. Son champ de bataille l'est aussi.

### **Classe ouvrière, État, bloc social réactionnaire et mouvements souverainistes**

Il est évident que ces temps-ci la classe ouvrière n'est pas présente pour elle-même ni aux États-Unis, ni dans les autres pays capitalistes développés. Seule exception notable, la Chine où les luttes économiques pour le salaire, souvent victorieuses, et contre la pollution industrielle, se succèdent à un rythme soutenu depuis longtemps sans pour autant générer des embryons visibles d'organisation indépendante de la classe exploitée.

<sup>4</sup> In « *Prendre le Leave pour ce qu'il est – Que signifie le vote en faveur du Brexit ?* » Bulletin n° 12, 20/12/2016 voir <http://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1610FR%20vF.pdf>

<sup>5</sup> In « *Discours sur la question du libre-échange* », voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1848/01/km18480107.htm>

Avec le Brexit et l'élection de Trump, les tendances réactionnaires et protectionnistes du capital poursuivent leur offensive contre le libre-échange et la mondialisation. Aujourd'hui, la ligne protectionniste du capital nourrit le repli identitaire et national, la peur de l'étranger et encourage la désignation de boucs émissaires intérieurs ou extérieurs. Qu'ils s'en accommodent ou qu'ils s'identifient à ses saillies verbales, les électeurs de Trump ont aussi voté pour l'incarcération et l'expulsion massive des étrangers en situation illégale, pour « la loi et l'ordre » dans un contexte de violences policières contre les prolétaires « afro-américains » et contre le droit d'avorter. L'extrême droite raciste traditionnelle a soutenu Trump du début à la fin, et ses différents groupes sont à présent dynamisés par victoire de « leur » candidat.

La coagulation politique de ce bloc social réactionnaire autour de figures autoritaires charismatiques bien insérées dans les mailles des démocraties bourgeoises est un phénomène mondial. On retrouve des analogies frappantes entre Trump (États-Unis), Erdoğan (Turquie), Orbán (Hongrie), Kaczynski (Pologne), Abe (Japon), Xi (Chine), Poutine (Russie), Modi (Inde) et Duterte (Philippines) pour ne citer que les plus connus. Et d'autres du même tonneau pointent déjà leur nez en Italie, en France et dans plusieurs pays latino-américains.

La raison d'être de ce bloc social réactionnaire réside dans les modifications de la structure sociale induite par les crises financière et fiscale des États. Les démocraties ont perdu de leur éclat et, avec elles nombre de leurs corps intermédiaires (partis, syndicats, associations, etc.). Les principales composantes sociologiques de ce bloc social réactionnaire sont connues : les petits commerçants, les petits patrons, les petits paysans et les salariés du secteur public et du secteur privé des territoires productifs les plus touchés par les crises. Les tenants de ce bloc social sont en revanche les secteurs du capital qui souffrent le plus de la perte de compétitivité sur les marchés intérieurs et sur le marché mondial.

Ce bloc social réactionnaire pour l'instant n'existe politiquement qu'au travers des élections. Il s'insère parfaitement dans le jeu démocratique et le renforce avec ses demandes pressantes à l'État d'ordre et de défense contre les « agresseurs » présumés extérieurs et/ou intérieurs. Ces mouvements souverainistes ont des idéologies fluctuantes, allant d'une certaine extrême-gauche du capital, anti-impérialiste et tiers-mondiste, jusqu'à l'extrême droite nationaliste et fasciste. La différence entre la gauche nationale et la droite nationale s'estompe,

tant l'une et l'autre sont des défenseurs convaincus de l'État-nation, une réalité pourtant de plus en plus affaiblie dans l'ère du capitalisme mûr et du marché mondial pleinement développé.

Pour l'heure, ces mouvements n'ont rien de subversif. Ils ne s'apparentent donc pas aux mouvements qui ont engendré le fascisme et le nazisme. Mais ils se proposent comme des facteurs actifs de l'ordre démocratique, revu et corrigé à la sauce réactionnaire. Oui, la fraction la plus internationalisée du capital aux États-Unis a subi une défaite avec l'élection de Trump mais la démocratie bourgeoise, elle, a marqué un point important.

Le vote dit protestataire est un vote, un instrument d'intégration conflictuelle de secteurs de population qui ne sont pas sensibles à la construction d'un consensus autour de l'État et du capital en une période de grande friabilité de la société du capital et de crise des corps intermédiaires traditionnels. Ici comme ailleurs, la démocratie a gagné contre le capital le plus avancé mais l'État en sort renforcé par l'adhésion conflictuelle au jeu démocratique de ces secteurs de la population les plus fragilisés par les crises.

Seule une opposition politique indépendante d'amples secteurs du prolétariat qui soit capable de s'attaquer à l'État qui les protège et nourrit les nouveaux mouvements souverainistes, peut les battre en brèche. Se cantonner à les combattre sans comprendre qu'ils sont fonctionnels au renforcement de l'État et des démocraties qui les ont engendrés serait une erreur fatale.

Ce combat doit être mené en premier chef au sein même de la classe exploitée où les mouvements souverainistes se sont enracinés. Et il faut commencer par expliquer que les fantasmes réactionnaires qui habitent les prolétaires qui adhèrent à cette vision du monde ne peuvent qu'aggraver les conditions de l'ensemble de leur classe. Dans ce contexte, l'union grandissante des prolétaires semble bien éloignée. Seule politique viable pour la classe ouvrière, elle devra passer par la lutte autonome, pied à pied, pour le salaire, l'amélioration de conditions de travail et de vie en général, sans tenir compte des besoins du capital.